

Actualité de la Doctrine Sociale de l'Eglise

Troisième colloque organisé
par

L'Association des Economistes Catholiques (AEC)
La Fondation de Service Politique
L'Association Internationale pour l'Enseignement Social Chrétien (AIESC)

L'Eglise et la crise : comment moraliser le capitalisme ?

Introduction

par

le Professeur Jean-Yves NAUDET
Président de l'AEC et vice-président de l'AIESC

Paris, samedi 4 avril 2009

Chers amis,

Je suis très heureux, au nom des trois associations qui co-organisent ce colloque, de vous accueillir. Je veux immédiatement remercier Monsieur le Curé et toute la paroisse de Saint Pierre du Gros Caillou d'avoir bien voulu nous accueillir toute cette journée pour cette rencontre.

Il s'agit du troisième colloque consacré à l'actualité de la doctrine sociale de l'Eglise. Les colloques précédents avaient été organisés conjointement par la Fondation de Service Politique et l'Association des Economistes Catholiques. La nouveauté, cette année, c'est qu'une troisième association nous a rejoints dans cette co-organisation. Elle y trouve très logiquement sa place, puisqu'il s'agit de l'Association Internationale pour l'Enseignement Social Chrétien, que préside Paul Dembinski, que nous entendrons cet après-midi. Quoi de plus naturel, dans un colloque sur la doctrine sociale de l'Eglise, qu'on entende les représentants d'une association qui se consacre à la diffusion de cet enseignement social chrétien.

Comme lors des deux colloques précédents, il y a un thème précis qui nous réunit. La première fois que nous avons organisé une rencontre de ce type, c'était pour commenter le Compendium sur la Doctrine Sociale de l'Eglise, qui venait de paraître. La fois suivante, il s'agissait de réfléchir au travail et à l'emploi dans la Doctrine Sociale de l'Eglise. Cette fois-ci, tout naturellement, l'actualité nous a incité à choisir le thème de la crise et de ce qu'il est convenu d'appeler la moralisation du capitalisme.

Le thème de la crise s'est imposé à nous parce que l'actualité est là, que chacun sent que la crise n'est pas ordinaire, par son ampleur et parce qu'elle traduit comme affaiblissement de l'éthique.

Nous avons aussi été interpellés par le fait que la Conférence des Evêques de France, par l'intermédiaire de son Conseil pour les Questions familiales et sociales, avait publié dès le 8 octobre de l'an dernier, un texte intitulé « au cœur de la crise : faire crédit, faire confiance ». Or, ce texte insistait dès le début sur deux aspects. Le premier, je cite, c'est le fait que « le marché libre, à condition de respecter certaines exigences, demeure sans doute l'instrument le plus efficace pour utiliser les ressources et répondre aux besoins des hommes et des sociétés de façon efficace » et, en même temps, le fait que « la crise nous révèle nombre de conséquences négatives, lorsque les logiques financières, poussées à l'extrême, sont déconnectées de l'économie ». Finalement, le texte affirmait que « cette crise nous invite tous à nous interroger sur nos modes de vie, sur notre rapport à l'argent, sur nos manières de faire fructifier notre épargne et de recourir au crédit ».

Il ne s'agit donc pas de chercher un autre système économique. Nous sommes dans une économie de marché, nous avons même, dans le titre, employé le mot fort de capitalisme, mais il s'agit de l'humaniser. Il s'agit de lui redonner cette dimension éthique en s'interrogeant sur nos propres comportements.

C'est une démarche qui était déjà conseillée par le Pape Jean-Paul II dans sa troisième encyclique sociale, *Centesimus annus*, en 1991, dans laquelle il se demandait si le capitalisme était le système social qui l'emporte. Sa réponse, en deux temps, est extrêmement éclairante pour la rencontre d'aujourd'hui. Première partie de la réponse de Jean-Paul II « si sous le nom de capitalisme, on désigne un système économique qui reconnaît le rôle fondamental et positif de l'entreprise, du marché, de la propriété privée et de la responsabilité qu'elle implique dans les moyens de production, de la libre créativité humaine dans le secteur économique, la réponse est sûrement positive, même s'il serait peut-être plus approprié de parler d'économie d'entreprise ou d'économie de marché, ou simplement d'économie libre ». Cette première partie dit bien que l'on peut légitimement se situer dans une économie de marché.

La deuxième partie nous indique à quelles conditions. C'est parce que ces conditions n'ont pas été respectées que nous avons connu la crise économique et financière. Je cite Jean-Paul II : « Mais si par capitalisme, on entend un système où la liberté dans le domaine économique n'est pas encadré par un contexte juridique ferme, qui la met au service de la liberté humaine intégrale et la considère comme une dimension particulière de cette dernière, dont l'axe est d'ordre éthique et religieux, alors la réponse est nettement négative ». Ne croyez-vous pas ce texte prophétique, puisque la crise que nous vivons vient d'une absence de contexte juridique ferme, ce que l'on appelle l'état de droit, et vient surtout d'une conception erronée de la liberté, qui évacue la dimension éthique et religieuse.

Comment allons-nous procéder aujourd'hui, puisqu'il s'agit de se comporter moralement dans une économie de marché, dans une économie capitaliste ? La ligne de conduite de notre colloque est donnée par le Pape Benoît XVI. A la fin du mois de février de cette année, il a rencontré, comme chaque année, les prêtres du diocèse de Rome qui lui ont librement posé des questions. L'une d'entre elles portait sur la crise. Cela a été l'occasion pour le Pape de rappeler qu'il préparait une encyclique, justement sur ces questions de la crise économique, de la mondialisation, de la finance.

Voilà ce que dit Benoît XVI : « Dans ce long chemin, je m'aperçois à quel point il est difficile de parler avec compétence d'une certaine réalité économique, parce que si on ne l'affronte pas avec compétence, on ne peut pas être crédible. D'autre part, cela nécessite aussi une grande conscience éthique, disons créée et réveillée par une conscience formée par l'Évangile ». Autrement dit, pour parler d'éthique économique, de moralisation de l'économie, ce que le Pape nous indique, c'est qu'il faut d'abord comprendre l'économie et c'est pour cela que l'on a réuni aujourd'hui des banquiers, des praticiens de l'économie et des économistes. Il faut aussi comprendre le bien commun, le rôle du politique, et c'est notamment l'objet des réflexions de la Fondation de Service

Politique. Il faut enfin, dit le Pape, une conscience éthique et c'est pour cela que nous avons aussi des moralistes, des théologiens, des spécialistes de la Doctrine sociale de l'Eglise, et c'est pour cela aussi que Monseigneur de Moulins-Beaufort nous parlera en conclusion de la morale dans l'agir économique.

Le Pape est même encore plus précis et indique ceci : « parce que les grandes idées morales sont inutiles si elles ne s'appuient pas sur la connaissance de la réalité ». Cela veut dire connaissance de réalité économique, mais cela veut dire aussi connaissance de la réalité de l'homme. C'est là que l'Eglise est irremplaçable car elle est, comme le rappelait Paul VI, experte en humanité.

Donc, lorsque Benoît XVI, dans cette rencontre avec les prêtres, s'interroge sur le point central de la crise, il remonte tout naturellement au péché originel. Il met en cause l'égoïsme, la racine de l'avarice qui existe en nous tous et qui obscurcit la raison. Il faut donc, ajoute Benoît XVI, à la fois dénoncer de façon raisonnable et raisonnée les erreurs, y compris de l'économie, mais non pas avec de grands appels à la morale, mais sur la base d'arguments concrets et compréhensibles par tous dans le monde de l'économie actuelle. Il ajoute que l'Eglise a le devoir de chercher à connaître « les arguments du monde économique », d'entrer dans ce raisonnement, et d'éclairer ce raisonnement grâce à la foi qui nous libère de l'égoïsme et du péché originel.

Il distingue alors deux niveaux. Le niveau global, qu'il appelle, comme nous, la macroéconomie, et celui de la microéconomie, des comportements individuels. Au niveau global, il rappelle que « de bons modèles économiques sont nécessaires » mais il ajoute « qu'ils ne peuvent créer à eux seuls la justice dans le monde ». En effet, « la justice ne peut se réaliser qu'avec des hommes justes ». Et encore, les grands objectifs de la macroéconomie ne se réalisent pas, dit-il, sans la conversion des cœurs « parce que s'il n'y a pas d'hommes justes, la justice demeure abstraite ».

Il fait alors référence au dialogue d'Abraham avec Dieu, lorsqu'il veut détruire la ville et il rappelle que dix justes sont suffisants pour que la ville survive. Il ajoute : « aujourd'hui, s'il manque dix justes, avec toute la doctrine économique du monde, la société ne survivra pas ». C'est pourquoi « nous devons tout faire pour former et garantir au moins dix justes, mais si possible, beaucoup plus ». Enfin, il terminait en disant « au-delà de la justice que nous recherchons, la charité demeure nécessaire ».

C'est ce texte qui nous a éclairés dans la préparation de cette rencontre. Comprendre la crise avec les économistes et avec les banquiers, comprendre quelle doit être la place du politique face à la crise, comprendre les raisons profondes de la crise avec les hommes d'Eglise, avec ceux qui étudient et qui connaissent l'homme, moraliser les comportements à l'intérieur de cette économie, ce qui est la dimension éthique. L'ensemble de toutes ces exigences, de toutes ces facettes de la vie en société, c'est tout simplement la Doctrine sociale de l'Eglise. Elle seule pourra durablement nous sortir de la crise, en faisant comprendre à la fois que l'homme a besoin de pain pour

vivre, c'est-à-dire d'une saine économie, et en même temps « que l'homme ne vit pas seulement de pain ».

Je vous souhaite un bon colloque et je vous remercie.